

en solde  
tout simplement

aussi bas que  
**0%**  
de financement  
à l'achat\*

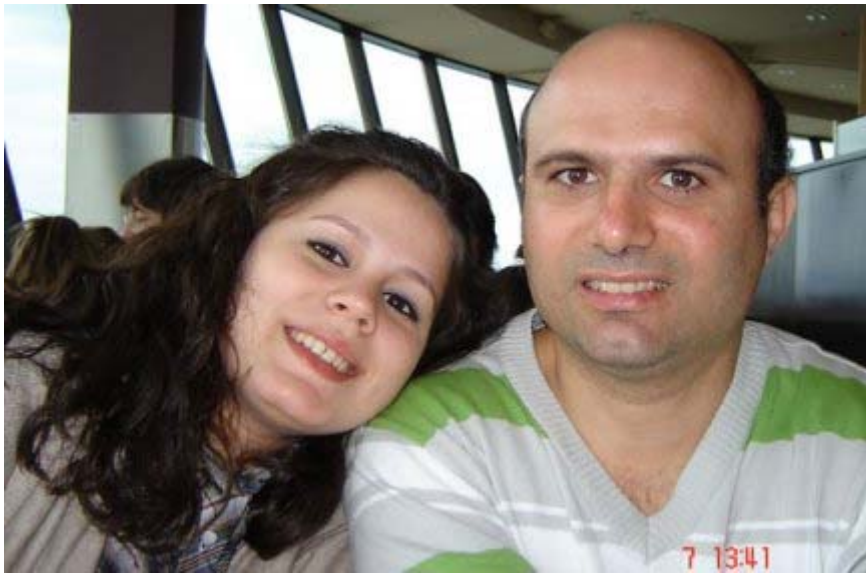
POUR EN SAVOIR PLUS »



**cyberpresse.ca**

Publié le 14 août 2009 à 06h35 | Mis à jour à 06h42

## Grippe A (H1N1): une jeune mère à l'agonie



Fatiha Idrissi Kaitouni, 23 ans, à gauche, est maintenue en vie artificiellement à l'hôpital du Sacré-Coeur après avoir été atteinte de la grippe A (H1N1). Son mari, Mohamed Hassani Idrissi, a appris que sa femme ne pourra pas être sauvée.

Photo fournie par la famille



**Catherine Handfield**  
La Presse

Une Montréalaise est maintenue en vie artificiellement à l'hôpital du Sacré-Coeur après avoir contracté le virus de la grippe A (H1N1) alors qu'elle était enceinte. Son fils, qui est né par césarienne, a survécu. Mais la mère, elle, ne s'en sortira probablement pas.

Fatiha Idrissi Kaitouni, 23 ans, s'est rendue à l'hôpital Sainte-Justine le vendredi 7 juin sur recommandation d'Info-Santé. Elle faisait de la fièvre depuis deux jours, ce qui l'inquiétait, puisqu'elle devait accoucher de son premier enfant deux semaines plus tard.

Le lendemain de son admission, Mme Idrissi Kaitouni a commencé à souffrir de difficultés respiratoires.

Le dimanche, les médecins lui ont diagnostiqué une pneumonie. Elle a été immédiatement transférée à l'hôpital Sacré-Coeur.

Le soir même, les médecins lui ont fait une césarienne de toute urgence, a expliqué Ghita Benchekroun, une amie qui l'a accompagnée à l'hôpital. «Ils craignaient des complications, a dit Mme Benchekroun. Elle avait de la difficulté à respirer et manquait d'oxygène.»

Le bébé, Yassine, a lui aussi manqué d'oxygène à la naissance, explique-t-elle. Il a été transféré à l'Hôpital de Montréal pour enfants, où on lui a administré des antiviraux de façon préventive. Yassine est aujourd'hui en bonne santé.

Sa mère a été moins chanceuse. Après son accouchement, elle a souffert d'un syndrome de détresse respiratoire, selon ses proches. Les médecins ont provoqué le coma et l'ont branchée sur un respirateur artificiel.

Dans les semaines qui ont suivi, elle a subi diverses complications. Et samedi dernier, les médecins ont annoncé à son mari, Mohamed Hassani Idrissi, qu'elle ne se réveillerait jamais.

«Ils ont dit que ses poumons sont irrécupérables et qu'une greffe est impossible», a soufflé M. Hassani Idrissi, rencontré hier dans son logement du quartier Côte-des-Neiges, à Montréal.

### **Erreur de traitement?**

L'hôpital Sacré-Coeur n'a pas voulu confirmer la version de Mohamed Hassani Idrissi, hier. Des sources ont toutefois confirmé à La Presse que Fatiha Idrissi Kaitouni avait bel et bien contracté la grippe A (H1N1).

Mohamed Hassani Idrissi estime que sa femme n'a pas été traitée assez rapidement. Il a d'ailleurs porté plainte à l'hôpital Sainte-Justine «pour éviter que d'autres femmes ne soient victimes d'injustice», a-t-il dit.

S'il ignore le jour exact où sa femme a reçu ses premiers traitements, M. Hassani Idrissi soutient que les médecins de Sainte-Justine ne lui ont pas donné d'antiviraux dans les 24 premières heures.

«Le lendemain de son admission, un médecin a même signé une feuille pour la laisser quitter l'hôpital», a ajouté son amie, Ghita Benchekroun. L'hôpital Sainte-Justine n'était pas en mesure de confirmer l'information, hier soir.

L'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal conseille aux médecins de traiter les femmes enceintes, qui sont plus susceptibles de souffrir de complications, dès l'apparition de symptômes grippaux, de manière préventive.

«Le traitement doit débiter le plus rapidement possible, idéalement dans les 48 heures après l'apparition des symptômes», peut-on lire dans une note interne envoyée à la mi-juillet. Les médecins ont reçu les mêmes directives au printemps.

### **Plus de risques**

Fatiha Idrissi Kaitouni n'est pas la seule femme enceinte à avoir subi des complications liées au virus de la grippe A (H1N1). Entre la mi-avril et la mi-juillet, 13 femmes enceintes infectées ont été hospitalisées à Montréal, ce qui représente 6% des hospitalisations.

«Pour ces femmes, le délai entre le début des symptômes et le début du traitement était supérieur à 48 heures, soit le délai optimal pour une efficacité maximale du traitement», peut-on lire dans la note envoyée aux médecins.

Les femmes enceintes atteintes du virus A (H1N1) ont quatre fois plus de risques que la moyenne d'être hospitalisées, selon une étude américaine publiée en juillet. Elles présentent également un taux de mortalité plus élevé.

en solde  
tout simplement

jusqu'à  
**8 500\$**  
de rabais!

POUR EN SAVOIR PLUS »



cyberpresse.ca

La Voix de l'Est

450-375-9081 ou [redaction@lavoixdelest.qc.ca](mailto:redaction@lavoixdelest.qc.ca)

Publié le 14 août 2009 à 06h42 | Mis à jour à 07h29

## Un camp de jour différent



Ces enfants ont participé au camp de jour Réussir avec PEP, un projet-pilote qui vise à aider des jeunes en vue de leur entrée à l'école.  
photo Véronique Tremblay



**Chantal Vallée**

La Voix de l'Est

(Granby) "J'aime tellement tout !" Anthony s'amuse dans le module de jeu de sa future école l'Assomption. Comme six autres enfants qui commenceront la maternelle en septembre, il participe au camp de jour Réussir avec PEP, projet issu d'une concertation entre différents acteurs du milieu préoccupés par la petite enfance.

L'idée à la base de ces camps qui se sont déroulés pendant sept semaines dans les écoles l'Assomption et Sainte-Marie: donner un coup de pouce à des enfants qui arrivaient à l'école un peu moins préparés, explique la coordonnatrice, Annie Blanchard.

Les instigateurs du camp s'inquiétaient des conséquences du manque de services en orthophonie pour les enfants qui intégreront l'école en septembre. Les enfants qui ont des problèmes de langage peuvent attendre jusqu'à un an pour obtenir des services dans le réseau public, note Mme Blanchard.

"Ce sont des enfants qui peuvent avoir des difficultés à se faire comprendre, qui ont besoin d'acquérir des habiletés sociales comme: attendre leur tour et partager avec les amis. Ce qu'on voit aussi, sur le plan de la motricité, c'est des jeunes qui ont du mal à tenir un crayon, à avoir de l'équilibre et à se situer dans un environnement", illustre-t-elle.

"Ils ne sont pas nécessairement allés à la garderie et ils n'ont pas forcément reçu de services avant", expose Mme Blanchard.

Le camp laisse aussi une bonne place aux parents qui sont invités à prendre part à certaines activités. Ce n'est pas pour rien qu'il se nomme: réussir avec PEP pour Plaisir à l'école Enfant-Parent. "Certains parents n'ont pas eu de bons contacts avec l'école", explique Annie Blanchard. Cette anxiété à l'approche de la rentrée scolaire est aussi ressentie par leur enfant.

Apprendre en s'amusant

Reconnaître les lettres, manipuler des ciseaux (une première pour certains), apprendre dix mots commençant par la même lettre... Il s'agit de quelques apprentissages faits à ce camp qui constitue un projet-pilote. La marionnette Frimousse est venue parler aux jeunes d'habiletés sociales. À toutes les deux semaines, une employée de la bibliothèque leur lisait un conte. À la fin du camp, la petite troupe est allée visiter la bibliothèque. La gang a aussi visité les cuisines collectives. Les enfants ont appris à préparer des collations santé.

"À chaque semaine, on bricole, on chante. On travaille sur plein d'aspects moteurs. On a de très beaux parcours", note Annie Blanchard.

"Il y a un petit bonhomme qui ne faisait pas de roulades, maintenant il en est capable", note une animatrice, l'éducatrice spécialisée Lise Leclerc. Certains enfants s'expriment davantage. Ils se sont liés d'amitié. Il y en a qui ont appris à attendre, à découper ou à grimper dans le module de jeu, notent l'autre éducatrice, l'enseignante Marie-Claude Théberge et la coordonnatrice Annie Blanchard.

Merveilleux !

À la maison, certains parents ont remarqué des changements. La maman de Koralee, Sylvie Laprade, est extrêmement enthousiaste. Depuis le début de l'été, sa fille parle davantage. Le matin, elle ne se fait pas prier pour aller au camp.

C'est au programme du ministère de l'Éducation Passe-Partout qu'on lui a proposé d'y inscrire sa fille. "Elle n'a jamais fréquenté la garderie. Quand je vais au parc, elle se fait des amis tout de suite. Mais dans un plus grand groupe, elle restait en retrait. Et quand elle était prête à s'intégrer aux jeux, c'était trop tard. L'activité était finie", témoigne-t-elle.

Sa fille a passé un bel été. "On a pris la routine de se lever le matin. Je trouve ça merveilleux car ça lui a permis de faire une belle intégration avec des amis avec lesquels elle ira à la maternelle. J'ose espérer que ça va aller mieux que si elle avait passé l'été avec moi à la maison", indique-t-elle.

Anthony, lui, a grandi sans avoir beaucoup de contacts avec des enfants de son âge, parce qu'il est atteint d'une maladie qui affecte son système immunitaire. C'est le CLSC qui a proposé à sa maman Pascale Morissette de l'inscrire. "Je trouve que c'est une très bonne affaire autant pour mon garçon que pour les autres enfants. Depuis qu'il fréquente le camp de jour, il nous le demande plus lorsqu'il a besoin d'aide. Il se fâche moins. Je le sens prêt à entrer à l'école. Il en parle. Je ne suis pas inquiète."

Le camp Réussir avec PEP est né de la concertation d'une foule de partenaires qui ont contribué financièrement au projet: la CS du Val-des-Cerfs, le CSSS de la Haute-Yamaska, la Table de la petite enfance, la Ville de Granby, la Maison des familles, la Fondation du maire et Québec en forme.

## L'informatique, un incontournable de la réussite scolaire?

Cyberpresse

13 août 2009 | 13 h 07 | 5 commentaires

**Il semblerait que le cadre socio-familial, le talent et la discipline ne soient plus suffisants pour garantir le succès à l'école.**

Selon un sondage mené récemment pour le compte d'un grand détaillant canadien, une grande majorité de parents canadiens croient que les technologies aident grandement leurs enfants dans le cadre de leurs études. En effet, plus de deux tiers des répondants (68%) croient que l'informatique a eu une incidence positive sur les résultats scolaires de leurs enfants l'an dernier.

Voilà qui plaira aux publicitaires, qui tentent une fois de plus d'exploiter à fond l'engouement technologique à l'approche de la rentrée. «Le succès scolaire débute ici», «Guide de survie pour le retour à l'école»: l'allusion est claire. Depuis quelques semaines déjà, la plupart des encarts publicitaires des grands détaillants mettent le paquet sur le retour à l'école. En vedette, les ordinateurs, logiciels, consoles de jeu portatives et téléphones intelligents.

L'autre chose qu'on remarque, c'est le glissement vers les appareils portables. S'ils ont encore leur place dans le bureau familial et dans la chambre de fiston, les ordinateurs de bureau ont tendance à céder le pas aux ordinateurs portatifs et aux mini-portables depuis quelques années. La popularité des téléphones cellulaires et autres appareils électroniques va dans le même sens.

Même si le facteur distraction entre souvent en ligne de compte lorsque l'école et l'informatique se croisent, l'avantage technologique est certes indéniable. Après tout, même notre processeur interne a besoin d'un coup de pouce...

**Vous avez une nouvelle à nous communiquer ou encore une idée pour un reportage? Écrivez-nous à [technaute@cyberpresse.ca](mailto:technaute@cyberpresse.ca).**

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.





Sauter sur le présent avec Internet mobile.

Voyez comment

**cyberpresse.ca**

Publié le 13 août 2009 à 14h53 | Mis à jour le 13 août 2009 à 14h53

## Les cuites affectent les fonctions cérébrales des universitaires



Photo: Photothèque La Presse

**Lauren La Rose**

La Presse Canadienne  
Toronto

Les «cuites d'un soir» peuvent causer bien plus de problèmes que la simple «gueule de bois»; elles pourraient altérer les fonctions cérébrales et la mémoire, selon une nouvelle étude.

Des chercheurs ont mené une étude auprès d'étudiants de première année d'universités espagnoles pour déterminer l'impact d'une consommation abusive d'alcool sur leur degré d'attention et le processus rattaché à la mémoire visuelle. Selon l'étude, un homme participait à une «cuite d'un soir» s'il avait bu cinq consommations normales d'alcool dans un intervalle de deux heures, et ce en une occasion. Les femmes

devaient boire quatre verres ou plus dans les mêmes conditions.

Au total, 95 étudiants âgés entre 18 et 20 ans de l'Université de Santiago de Compostela, à Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne ont participé à l'étude. Du nombre, 42 étudiants - dont 21 femmes - ont été qualifiés de «buveurs irréguliers». Les 53 autres - incluant 26 femmes - ont été identifiés comme étant «en contrôle» et n'avaient donc pas suffisamment but pour soulever des inquiétudes.

Une technique nommée «potentiel évoqué cognitif», ou PEC, a été employée pour examiner les participants à l'étude, dont les résultats doivent être publiés en novembre dans une revue spécialisée.

Le PEC est une réaction électrophysiologique du cerveau à un stimulus interne ou externe. Les chercheurs se sont assurés de porter une attention particulière aux représentations oscillographiques positives et négatives, des composantes du PEC, dans le cerveau. Les représentations oscillographiques sont associées au degré d'attention et au processus rattaché à la mémoire visuelle et seraient particulièrement sensibles à l'alcool.

Les chercheurs ont constaté que les étudiants universitaires chez lesquels on n'avait décelé aucun trouble relié à la consommation d'alcool, à la consommation de drogue, à la dépendance à l'alcool ou à des troubles

psychiques, mais qui se payaient une «cuite d'un soir», devaient faire de plus grands efforts pour compléter un travail donné. Toutefois, ils sont parvenus à compléter la tâche en question.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Les  
Vraies valeurs  
Toyota

LA FIABILITÉ SOUS  
TOUS SES ANGLES

TOYO  
faire toujours

cyberpresse.ca

Publié le 14 août 2009 à 02h51 | Mis à jour à 06h28

## Québec met le holà à Hydro



Hydro-Québec avait discrètement décidé de donner 250 000 \$ au collège Notre-Dame. Le PDG de la société d'État, Thierry Vandal, est aussi président du conseil d'administration de cette institution.

Photo: André Pichette, La Presse



**André Noël**  
La Presse

Prenant connaissance, jeudi, d'un don de 250 000\$ d'Hydro-Québec au collège Notre-Dame, la ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, a demandé à la société d'État de revoir sa politique de dons et de commandites en matière d'éducation.

«Hydro-Québec doit orienter ses priorités envers les services publics, un principe qui prend toute son importance dans le contexte où il s'agit d'une société d'État», a indiqué Mme Normandeau dans un communiqué.

[La Presse a indiqué jeudi](#) qu'Hydro-Québec avait discrètement décidé de donner 250 000\$ en cinq ans au collège Notre-Dame, une institution d'enseignement secondaire privé. La société d'État n'a pu donner

jusqu'à maintenant aucun exemple d'un don similaire à un collège public. Le PDG d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, est aussi président du conseil d'administration du collège.

Ces révélations ont suscité un déluge de protestations, si bien que le collège a décidé de retourner à Hydro-Québec les 50 000\$ reçus jusqu'à maintenant, et de ne pas toucher le reste du montant. «Compte-tenu de la controverse suscitée, le Collège Notre-Dame renonce à la contribution d'Hydro-Québec, indique l'établissement dans un communiqué. Le Collège regrette cette situation et tient à rappeler l'importance qu'il accorde à l'activité physique pour la formation des jeunes ainsi qu'à l'intégration de son projet sportif dans la communauté avoisinante, soit l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame de Grâce.»

Le secrétaire général du collège, Vincent Grégoire, a dit que la commandite d'Hydro visait à permettre au collège de se priver des revenus de location de ses installations pour offrir ces dernières aux organismes communautaires de l'arrondissement.

Cette explication contredit toutefois le dernier bulletin de la Fondation du collège, qui citait Hydro-Québec parmi les sociétés qui lui versaient plus de 100 000\$. Les sommes reçues jusqu'à maintenant ont «permis d'entreprendre la première phase de notre développement, soit l'aménagement d'un terrain de sports



synthétique... et d'une piste de course», indiquait le bulletin.

C'est la deuxième fois qu'une contribution d'Hydro-Québec à une institution d'enseignement suscite la controverse. Il y a trois ans, *La Presse* avait révélé que la société d'État avait versé 150 000 \$ à la campagne de financement de la section de droit civil de l'Université d'Ottawa, campagne que dirigeait Marie-José Nadeau, vice-présidente exécutive d'Hydro-Québec et diplômée de cette université.

Jeudi, les protestations se sont multipliées contre la contribution au collège Notre-Dame. «La Fédération des commissions scolaires du Québec juge inacceptable que le gouvernement du Québec, par le biais de l'une de ses sociétés d'État, finance davantage le réseau privé d'éducation», a indiqué cet organisme dans un communiqué.

Tout comme les principaux syndicats d'enseignants, la Fédération rappelle que «les besoins dans le système public d'éducation sont criants» et s'étonne de voir Hydro-Québec privilégier un établissement privé.

Le député Pierre Curzi, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement primaire et secondaire, s'est dit scandalisé qu'Hydro-Québec décide de faire un don à un établissement scolaire déjà favorisé alors que «de plus en plus de parents doivent se tourner vers des organismes communautaires pour obtenir de l'aide car ils sont dans l'incapacité d'acheter des effets scolaires à leurs enfants pour la rentrée».

Le député Sylvain Gaudreault, le critique du PQ en matière d'énergie, s'est questionné sur «l'apparence de conflits d'intérêts» : «Thierry Vandal affirme qu'il était absent à la réunion du conseil d'administration lorsque la décision a été prise, très bien, a-t-il dit. Cependant, nous constatons que, pour la première fois qu'Hydro-Québec donne de l'argent à une école, la contribution est donnée justement au Collège Notre-Dame alors que M. Vandal siège au conseil d'administration du Collège.»

«Il y a une apparence de conflits d'intérêts évidente aux yeux de tous, a déclaré Éric Caire, député de l'Action démocratique du Québec. Personne n'a donné le mandat à Hydro-Québec de subventionner des écoles.»

François Taschereau, porte-parole d'Hydro-Québec, a répété jeudi que M. Vandal n'avait pas pris part à la décision. «Il ne s'est pas placé en conflit d'intérêt, a-t-il dit. Il n'a pas d'enfant au Collège Notre-Dame et n'avait aucun intérêt personnel à cette contribution, qui visait à faciliter l'activité physique chez les jeunes et l'accessibilité des installations sportives à la communauté environnante.»

## Cyberpresse vous suggère

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Publié sur *L'actualité* (<http://www.lactualite.com>)

---

## L'école de l'espoir

Par Francis Plourde  
(31 Juillet 2009)

À Mostar, en Bosnie-Herzégovine, le Collège du monde uni bouscule les mentalités en intégrant Serbes, Croates et Bosniaques dans les mêmes classes. Une expérience unique dans un pays où les divisions et les préjugés sont toujours forts.

Dans une classe du Vieux Gymnase, un bâtiment historique de Mostar, une conseillère pédagogique donne quelques trucs à une cinquantaine d'élèves réunis pour choisir l'université où ils souhaitent aller. « Le plus important, c'est que vous optiez pour un endroit que vous aimez, où vous vous sentirez bien », explique-t-elle dans un anglais teinté d'un accent d'Europe de l'Est.

La scène pourrait se dérouler dans un cégep de Montréal ou une high school de Vancouver. Elle serait alors banale. Mais elle est unique en Bosnie-Herzégovine : des jeunes d'origines bosniaque, croate et serbe sont assis côte à côte, suivent les mêmes cours et se lient même d'amitié.

Bienvenue au Collège du monde uni, un établissement qui œuvre à la résolution de conflits. Pour Dzenan Hakalovic, professeur d'histoire de 26 ans, c'est une « oasis dans le désert ». Pour Katarina Kosmina, élève de 17 ans venue de Belgrade, c'est « ici qu'on perd ses préjugés ». Et pour bien des habitants de Mostar, comme Miran, 31 ans, c'est une bonne expérience pour les jeunes, afin qu'ils puissent mieux se connaître. « Et puis... ça nous donne un peu d'espoir », conclut-il.

Dans une Bosnie-Herzégovine divisée en deux - République serbe et Fédération croato-musulmane - depuis qu'elle a été secouée, de 1992 à 1995, par une guerre opposant Serbes orthodoxes, Bosniaques musulmans et Croates catholiques, le Collège du monde uni fait figure d'exception. Ailleurs au pays, les élèves d'origines diverses vont chacun dans leur école, suivent leurs propres programmes et apprennent une histoire différente. À certains endroits, deux écoles sont situées dans le même bâtiment, mais les jeunes de chaque groupe ethnique ont des horaires distincts et, parfois, leur propre porte d'entrée. C'est ce qu'on appelle « deux écoles sous un même toit ». C'est d'ailleurs le cas du Vieux Gymnase, qui, en plus d'abriter le Collège, loge deux autres écoles de niveau préuniversitaire, l'une croate, l'autre bosniaque.

La situation est telle que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a fait de l'éducation en Bosnie-Herzégovine son cheval de bataille depuis 2002. Selon cet organisme, le système d'éducation actuel est un des principaux obstacles à l'avenir du pays.

Le Vieux Gymnase est situé là où, à Mostar, se trouvait la ligne de front entre Croates et Musulmans pendant la guerre. Lors de mon passage, on venait d'y refaire la peinture - des teintes vives de jaune et d'orange - pour qu'il re-trouve son lustre d'antan. L'édifice détonne dans ce no man's land où les bâtiments bombardés et incendiés pendant le conflit n'ont pas été reconstruits. « Ça aurait été inacceptable, politiquement, de nous installer ailleurs que dans ce quartier qui a acquis une valeur symbolique », explique avec conviction le directeur du collège, Paul Regan, un Britannique de 58 ans d'un naturel calme.

Il se rappelle son arrivée à la tête du Collège, en 2006, quelques mois avant son ouverture : « Personne ne savait, à cette époque, si des jeunes voudraient venir étudier ici. » Aujourd'hui, le Collège compte 200

élèves : 105 de la Bosnie-Herzégovine et 95 venus de l'étranger. Le processus de sélection est rigoureux, et les candidatures affluent.

Le programme préuniversitaire de deux ans se donne en anglais, à l'exception des cours de langues, pour lesquels les élèves sont séparés afin d'approfondir leur connaissance de leur langue maternelle. Le Collège respecte les normes du baccalauréat international. Ainsi, après leur séjour à Mostar, les élèves peuvent s'inscrire à l'université partout en Amérique du Nord ou en Europe. Ils peuvent même obtenir des bourses universitaires pour financer leurs études !

Mais c'est aussi l'aspect politique qui attire élèves et professeurs au Collège. « Pour les jeunes de la région, le fréquentation, c'est affirmer qu'ils sont en faveur de l'unification du système scolaire dans tout le pays », explique Paul Regan.

Car les divisions et les préjugés sont toujours forts. Avant son arrivée au Collège, Katarina Kosmina, originaire de Belgrade, a eu droit à des avertissements de la part d'amis et de proches soucieux de sa sécurité : « Ils étaient inquiets pour moi. Ils me recommandaient de ne pas parler serbe, parce que ça allait offenser les gens. Finalement, ça ne pose pas de problème. » À Mostar, elle s'est liée d'amitié avec Ana Puhac, Croate d'origine. Elles sont la preuve vivante du succès du Collège. « J'ai même commencé à apprendre l'albanais, malgré les tensions entre la Serbie et le Kosovo », explique Katarina. Sa copine Ana renchérit, enthousiaste : « C'est assez provocateur, aussi ! »

Pour les professeurs également, travailler au Collège se révèle une expérience surprenante. « On a plusieurs couples mixtes parmi les élèves, un peu trop, même... », souligne, le sourire aux lèvres, Tanja Cvoro, professeure de serbe. « C'est normal, ils vivent ensemble pendant deux ans, ils sont tout le temps ensemble. » Elle-même a noué une amitié avec les professeures de bosniaque et de croate.

Le climat de confiance qui règne au Collège ne s'est toutefois pas instauré sans heurts. Au cours de la première semaine de cours, en 2006, des élèves croates dont les dortoirs étaient situés dans la partie musulmane de la ville avaient demandé à déménager dans la résidence de la partie croate de Mostar. Demande qui a été refusée. « Aujourd'hui, une telle requête serait impensable », dit Paul Regan.

Après deux ans d'existence du Collège, élèves et professeurs s'engagent de plus en plus dans leur collectivité. À l'école, des affiches faisant la promotion de la Semaine des droits de l'homme tapissent les murs. Le thème : « Bâtitsons des ponts, pas des murs. » On présente des pièces de théâtre, diffuse des films et organise des discussions sur divers sujets, comme la tolérance, la diversité, la résolution de conflits...

Plus tôt dans l'année, le Collège a aussi tenu sa Semaine des Balkans, pendant laquelle les élèves ont pu faire partager leur culture, leur histoire, et parler de la guerre civile qui les a touchés. Une première pour une école de la région ! « Il y en a qui trouvent qu'on ne s'intéresse pas assez à certains pans de leur histoire, mais il faut offrir une vue d'ensemble », souligne Dzenan Hakalovic.

Le Collège n'échappe quand même pas aux divisions politiques du pays. Une dizaine de jours avant ma visite, une partie de soccer a opposé les deux équipes de la ville de Mostar, l'une croate, l'autre musulmane. Les cours au Vieux Gymnase ont dû être interrompus en raison des risques d'altercations.

Même si le Collège a su démontrer que Serbes, Bosniaques et Croates peuvent étudier ensemble, son avenir n'est pas assuré. « On a constamment des problèmes de financement », soupire le directeur. Deux années d'études au Collège coûtent un peu plus de 30 000 dollars pour l'hébergement, l'administration, les cours et le matériel. Ces frais sont principalement assumés par le réseau international des Collèges du monde uni, qui comprend 12 établissements dans divers pays. Les coûts d'exploitation de l'école sont financés entre autres par l'État norvégien - qui appuie l'entreprise depuis le début et croit en la capacité du Collège de servir de modèle pour une réforme de l'enseignement au pays - et par la fondation mise sur pied par le groupe sidérurgique mondial ArcelorMittal. Les autorités publiques du pays fournissent les locaux et paient les salaires des professeurs bosniaques, qui sont là de manière permanente. Un apport qui ne représente qu'une fraction des coûts de fonctionnement.

Pour le moment, la direction a trouvé du financement pour 40 nouveaux élèves en septembre. Elle peine toutefois à mettre sur pied une méthode de financement à long terme. À cette mention, Paul Regan réfléchit quelques secondes, puis précise : « Cette école a déjà fait beaucoup pour la collectivité de Mostar et pour la Bosnie-Herzégovine. Et on a encore beaucoup à apporter, ça, c'est certain. »

---

**URL source:** <http://www.lactualite.com/monde/lecole-de-lespoir>

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

## Right call to keep schools open: Doc

### Health officials brace for 2nd wave of swine flu

By **DONNA CASEY, SUN MEDIA**

Last Updated: 13th August 2009, 7:29pm

Ottawa public health officials won't close schools to deal with any widespread outbreak of the H1N1 virus this fall.

Dr. Isra Levy, Ottawa's medical officer of health, said Thursday that local public health experts have learned from last spring's first wave of infections that keeping schools open helps contain the spread of the swine flu virus.

"What we've learned so far from the first wave is that not closing schools was probably the right decision," said Levy at the city's weekly H1N1 media conference.

Inconsistent policies from school boards has sown "confusion and anxiety" among the public, adding that it "undermines public confidence in that decision" to either keep schools open or closed.

Levy said there's been important lessons learned from U.S. schools where administrators shut down schools when large groups of students came down with the respiratory virus.

Stay home

"Instead of staying at home, youth congregated in malls and other social venues," said Levy of the unintended social gatherings.

Closing schools also indirectly caused a health-care worker shortage in some areas, with parents of healthy children forced to stay home with their healthy children.

The Ottawa Catholic School Board is currently the only local school board that has a publicly available emergency pandemic plan, which includes the contingency plans to potentially move students and staff to an alternate site.

The local number of H1N1 cases remains stable, with no new reported cases during the past week.

Since the spring, Ottawa has seen 361 lab-confirmed cases, with 69 hospitalized and four people dying from complications related to the virus. One person remains in hospital.

Vaccine on way

Children and teenagers make up more than half of the people affected, with most having mild or moderate symptoms. Health experts are anticipating the second wave of the virus to come this fall.

Levy said his department is grappling with how to deliver the H1N1 vaccine once it becomes available by late October.

Levy said he expects public health officials to "be challenged logistically" to figure out the best way to deliver the vaccine.

The city is training about 300 public health nurses to deliver the large volume of swine flu vaccine and plans to ramp up a call centre staffed by nurses.

The call centre number is 613-580-6744 and it can be reached by dialing 311, which is the city's main call centre.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved



# Assessing the tests

THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 14, 2009

Ever since standardized tests returned to Ontario schools more than a decade ago, they have had their share of critics.

Many teachers have complained that testing is unfair and takes time away from more important tasks. Some parents feel the tests are stressful and meaningless. The provincial government, on the other hand, calls standardized tests a "good diagnostic tool" that helps the province and school boards make improvements where needed.

So which is it? Testing is both costly (about \$32 million a year is spent on tests for students in Grades 3, 6, 9 and 10) and time-consuming, all of which is worthwhile if it is indeed a useful tool to make sure Ontario students get the best education possible. But the expenditure and focus on standardized testing in the public school system demands a regular review and public accounting of the system to make sure that is the case.

Ontario elementary school teachers are the latest to take aim at standardized testing, calling on the provincial government to scale them back drastically and labelling them a political tool that wastes classroom time and doesn't reflect student achievement. The Elementary Teachers' Federation of Ontario is expected to debate the issue at its annual meeting later this month.

While it is hardly surprising that teachers are among critics of standardized testing, their concerns should not be dismissed by the provincial government. Teachers, after all, have the best perspective on the effect of testing on students as well as on the school system. The province should listen to their criticisms in an effort to improve the system.

And, while the provincial government holds up rising test scores as proof that the system works, there are valid questions about how meaningful those test scores really are.

At the same time standardized test scores have been generally rising in Ontario and the dropout rate has been going down, some university officials are saying their students seem less prepared for university than in the past. If students are able to get through school with decent grades and do well on standardized tests and yet are still unprepared for higher education, it is worth asking whether the tests are really testing what is important. Which doesn't mean standardized testing should be tossed out. It makes a great deal of sense to have a system that regularly measures how students and schools are performing.

But that system must, itself, also be regularly assessed. Critics rightly worry that when school boards place too much emphasis on test results, other things fall off the radar. This is of particular concern to

schools in low-income areas which don't traditionally score well on school testing but where success is measured in different ways.

The provincial government must keep the value of testing in perspective. In some U.S. states, for example, teacher pay has been tied to standardized test scores -- something that hurts students with the greatest need by driving the best teachers away from poorer schools to more affluent schools where they are likely to earn more money.

Standardized tests have a place, but critics are right to demand evidence that they do what they say they will.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

# Public health nurses to get flu-shot training

## Call centre to expand as part of campaign to fight H1N1

BY PATRICK DARE, THE OTTAWA CITIZEN    AUGUST 14, 2009

Ottawa's public health officials are training nurses to administer the huge volumes of flu vaccines they expect to need to fight H1N1 swine flu and preparing to ramp up a call centre to help sick flu patients this fall.

Three hundred nurses, who normally have other duties, will be trained to give out flu vaccines to cope with the expected huge volumes of people seeking protection from H1N1 flu, reporters were told Thursday.

"We'll be challenged logistically," said Dr. Isra Levy, Ottawa's medical officer of health.

Normally there's only one set of seasonal flu vaccine to give, and half the population doesn't bother to get it. This year, because of the swine flu pandemic and an expected surge in cases when the cold weather hits, most citizens are likely to seek vaccination. As well, there could be two, or even three, vaccine shots to deal with different flu-virus strains. Some vaccines could arrive by October, but the timing is uncertain, in part because they must be screened in clinical trials to ensure their safety.

Levy says the city's public health team has not decided on the best way to administer the vaccines, but he says schools could be involved. Public health could decide to do all of the work itself, rather than relying on private-practice doctors and clinics.

To deal with the expected large volume of patients, the city would expand the hours and staffing of its public-health call centre when demand warrants, Levy said. Nurses on the phones would give advice to patients and help them decide whether they needed to get to a doctor's office or a hospital, or just stay at home to get better. In addition to English and French, the city's public-health staff can communicate in Vietnamese, Cantonese, Mandarin, Arabic, Somali and Spanish.

The number is 613-580-6744, and the department may also be reached by dialling 311, which is the city's main call centre.

One key message the city is relying on is that people should simply stay home to get over the flu, not clog medical offices and emergency rooms with mild cases. Levy said people with severe cases requiring medical attention and patients with complicating conditions such as heart or lung trouble, diabetes or obesity, should seek medical help earlier rather than later, but the mildness of most cases so far in this region suggested most people would be able to cope at home.

At the weekly H1N1 briefing Thursday, public-health officials reported no new confirmed cases of the

flu in the past week. So far with swine flu, there have been 361 confirmed cases in Ottawa, with 69 people requiring hospitalization and four dying, though they had underlying medical problems. That said, the authorities have stopped routinely testing for H1N1 in potential victims who aren't sick enough to go to hospital.

Half the cases in Ottawa have involved children or youths.

One response in some U.S. jurisdictions this spring was to close schools to help prevent the spread of H1N1, but Levy says Ottawa won't follow suit. He said that strategy backfired on authorities because the young people the schools were trying to keep apart simply "re-congregated" in malls. As well, hospitals found they were losing staff who had to stay home to care for children who were no longer in school.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

## Making back-to-school torture pay

Two mothers have organized the dreaded fall shopping lists into a one-stop shop for lucky parents. Julie Beun-Chown reports.

BY JULIE BEUN-CHOWN, THE OTTAWA CITIZEN    AUGUST 14, 2009



Candace Derickx, right, and Laurie St-Julien organize back-to-school supplies in a small warehouse in Vars. The entrepreneurs operate a business buying and packaging supplies so that parents don't have to.

**Photograph by:** Jean Levac, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

In a warehouse in Vars, Candace Derickx and Laurie St-Julien are working around the clock to get ready for the first day of school.

Never mind that September is still two weeks away, or that the days are still warm, or even that the sun is finally shining.

Derickx and St-Julien have 1,500 kids to buy for.

The brains behind a tiny company called Best Tools For Schools, Derickx, 39, and St-Julien, 35, are personally shopping for and packing school kits so parents don't have to.

An idea whose time has come?

Already, 23 Ontario schools have signed up to make the sanity-saving service an option for parents.

"The whole idea came out of the frustration of doing three or four trips to stores to get school supplies -



- dealing with picked-over items, bringing the kids along and finding that specific colour of Duotang," says Derickx, a stay-at-home mother of three.

"Last year, the elusive colour was grey," St-Julien chimes in, laughing. "We can't eliminate fights over the Hannah Montana pencils, but we can at least get the grey Duotang."

Born out of a mutual loathing for back-to-school shopping lists sent home by teachers in June -- misplaced, found and doodled on before eventually being used -- the company was launched by the two friends in February at a teachers' conference in Ottawa. Their goal was to short-circuit the back-to-school scramble at the end of August.

Together, they sourced the school supplies, signed up quality suppliers like Crayola, got the goods shipped to the warehouse in Vars, put the kits together according to each school's needs, and now offer them for sale online to school communities and parents. Kit prices range from \$16 to \$95, depending on how many supplies the school expects parents to provide.

There's no administration fee for putting the kits together, and the partners say their supplies usually cost the same or less than the same items from traditional retailers. They can't match the stores' loss-leader items, but they compete in other ways.

"When you buy retail in the stores and you're following the list, the list will say three glue sticks but you have to buy them in a pack of six. So you end up buying more and spending more than you need to," says Derickx.

The partners make their return from a standard markup on items.

"I'm hesitant to give the exact margin," says Derickx, "because the barriers to entry into this business are low, and I suspect we'll have some serious competition before long."

As an incentive, Derickx and St-Julien offer the service as a fundraiser, so \$4 from every kit is donated to the school council. Customers can also chip in for "junior" and "senior" school kits that are donated to the school for families who have trouble making ends meet. The kits contain things like pencils, erasers, rulers and, for older kids, geometry sets.

"Laurie and I are involved in our kids' school, so we see the bridging shortfalls in funding," says Derickx, who lives in Navan. "School supplies are needed every year, plus there are levies and fundraising on top of that. It's not getting easier for anyone."

To use the service, shoppers need a code that they can get from participating schools or find on the company's slick, interactive website, [toolsforschools.ca](http://toolsforschools.ca).

Since launching their business, "we've had school councils, principals, teachers and parents approach

us," says Derickx. "We had a mother from Rockland call up and literally say, 'Where have you been all my life?'"

Although August is their busiest month -- "Our parents take our kids. A lot," Derickx laughs -- the pair spend the rest of the year dealing with suppliers, knocking on school doors and making calls. And with the recent addition of a London, Ont., school, they are formulating plans to expand throughout the province.

That's a long way from a year ago, when the two friends, who'd met through their children's school, daydreamed of one day owning a small company that would work with their hectic schedules.

After "talking to other mothers about the frustration of back-to-school shopping," Derickx pitched the school supplies idea to St-Julien, who jumped at it. With little business experience -- St-Julien studied early childhood education and was a professional organizer while Derickx has a banking background -- they launched into the project, funded 100 per cent by their own lines of credit and RSPs and urged on by their "totally supportive husbands," St-Julien says.

"We started this because we hated back-to-school shopping," St-Julien says with a laugh. "Now it's all we do."

- - -

## Best Tools for Schools

Product: Custom-assembled school supply kits

Aimed at: Parents of participating schools

Price: \$16 to \$95, average \$50

Typical contents: Pencils, pens, facial tissue, resealable plastic bags, colouring pencils, Duotang folders, scissors, markers, erasers, glue sticks

Information: [toolsforschools.ca](http://toolsforschools.ca)

Deadline to order for upcoming school year: Sunday

© Copyright (c) The Ottawa Citizen